



LE DEVOIR DE JUSTE REPRÉSENTATION

Nancy Martel
Pierre E. Moreau



LexisNexis®





TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DES AUTEURS	v
TABLE DES ABRÉVIATIONS	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
Genèse du devoir de représentation	3
1.1 Questionnement préalable	3
1.2 Développement du devoir de représentation par la Cour suprême des États-Unis	4
1.3 Développements jurisprudentiels et doctrinaux ayant précédé l'inclusion du devoir de représentation dans les législations canadiennes	8
1.3.1 Contexte	8
1.3.2 Commission Woods.....	10
1.4 Importation du devoir de représentation au Canada par les tribunaux	12
1.5 Insertion du devoir de représentation dans la doctrine et la jurisprudence québécoises.....	14
1.6 Intégration du devoir de représentation dans les législations canadiennes	16



CHAPITRE 2**Prohibitions énoncées à l'article 47.2 du Code du travail** 21

2.1 Mauvaise foi 23

2.2 Discrimination 24

2.3 Conduite arbitraire 26

2.4 Négligence grave 29

CHAPITRE 3**Modifications législatives de janvier 2004** 333.1 État du droit avant le 1^{er} janvier 2004
(période de 1977 à 2003) 333.2 Élargissement de la compétence de la Commission
des relations du travail 34

3.3 Conséquences de cet élargissement 36

3.3.1 Compétence de la Commission des relations
du travail et des tribunaux de droit commun 363.3.2 Compétence respective de la Commission des relations
du travail et du Tribunal des droits de la personne 413.3.2.1 Rappel des principes développés
par la Cour suprême du Canada 413.3.2.2 L'arrêt *Morin* de la Cour suprême
du Canada 453.3.2.2.1 Modèle développé dans l'arrêt *Morin*... 453.3.2.2.2 Négociation versus application
d'une convention collective 463.3.2.2.3 Compétence exclusive de la
Commission des relations du travail 49

3.3.2.2.4 Intérêts opposés 50

3.3.2.2.5 Efficacité du recours devant la
Commission des relations du travail 523.3.2.3 Application de l'arrêt *Morin* 52



3.3.3	Pertinence d'une distinction entre un régime particulier et un régime général.....	53
3.3.4	Champs d'application du recours pour manquement au devoir de représentation	57

CHAPITRE 4

Exégèse des plaintes soumises devant la Commission des relations du travail

61

4.1	Conditions d'exercice du recours et questions préliminaires.....	61
4.1.1	Association accréditée.....	62
4.1.2	Salarié compris dans l'unité d'accréditation	63
4.1.3	Manquement à l'une des quatre prohibitions	64
4.1.4	Manquement avant le 1 ^{er} janvier 2004	65
4.1.5	Délai pour le dépôt de la plainte.....	67
4.1.5.1	Point de départ de la computation du délai	69
4.1.5.2	Suspension du délai.....	74
4.1.5.3	Prorogation du délai	75
4.1.5.4	Applicabilité de l'article 2895 du <i>Code civil du Québec</i>	76
4.1.6	Prématurité du recours	77
4.1.7	Réclamation contre le syndicat par le plaignant.....	78
4.2	Principes jurisprudentiels développés quant au recours au mérite	80
4.2.1	Fardeau de la preuve	80
4.2.2	Intensité de l'obligation : moyens syndicaux versus importance du recours.....	84
4.2.3	Effet de l'arrêt <i>Parry Sound</i> de la Cour suprême du Canada.....	87
4.2.4	Collaboration du plaignant.....	89
4.2.4.1	Importance de la collaboration.....	89



4.2.4.2	Réclamation portée à la connaissance du syndicat	91
4.2.4.3	Éléments au soutien de la réclamation	93
4.2.4.4	Refus de déposer un grief et désistement du salarié	94
4.2.4.5	Communications et rencontres avec le syndicat	95
4.2.4.6	Perte de confiance du plaignant envers le syndicat	96
4.2.5	Arbitrabilité du grief.....	98
4.2.6	Droit à la tenue d'un arbitrage.....	100
4.2.7	Droit à la révision judiciaire.....	103
4.2.8	Obligation de moyen	103
4.2.9	Opportunité des décisions syndicales.....	106
4.2.9.1	Régie des activités internes	111
4.2.9.2	Cas particulier de la clause d'atelier fermé	114
4.2.9.3	Négociation d'une convention collective.....	120
4.2.9.4	Négociation d'une entente complémentaire à la convention collective.....	123
4.2.9.5	Négociation et conclusion d'un règlement à l'amiable.....	125
4.2.9.5.1	Pouvoir de conclure un règlement	126
4.2.9.5.2	Consentement du salarié	129
4.2.9.5.3	Annulation d'un règlement	132
4.2.9.5.4	Ententes de dernières chances.....	133
4.2.9.6	Intérêt de la collectivité.....	135
4.2.9.7	Coûts de représentation	137
4.2.9.8	Confidentialité des rapports d'enquête syndicale	138
4.2.10	Manque de communication	141



4.3	Rejet sommaire des plaintes abusives	144
-----	--	-----

CHAPITRE 5

Remèdes au défaut de représentation syndicale.....	147
---	------------

5.1	Remèdes classiques	147
-----	--------------------------	-----

5.1.1	Article 47.5 du <i>Code du travail</i>	147
-------	--	-----

5.1.2	Renvoi à l'arbitrage	148
-------	----------------------------	-----

5.1.2.1	Choix de l'avocat	149
---------	-------------------------	-----

5.1.2.2	Frais de l'avocat représentant le plaignant devant l'arbitre de grief.....	151
---------	---	-----

5.1.2.3	Révision judiciaire : état de la jurisprudence	156
---------	--	-----

5.2	Nouveaux remèdes	162
-----	------------------------	-----

5.2.1	Dommmages-intérêts.....	165
-------	-------------------------	-----

5.2.2	Honoraires extrajudiciaires	166
-------	-----------------------------------	-----

5.2.3	Honoraires extrajudiciaires réclamés par les syndicats-intimés	173
-------	---	-----

CHAPITRE 6

Influence de la nature juridique et de l'organisation structurelle du syndicat sur le devoir de représentation	179
---	------------

6.1	Nature juridique du syndicat	179
-----	------------------------------------	-----

6.2	Organisation structurelle	182
-----	---------------------------------	-----

6.3	Fusion	184
-----	--------------	-----

6.4	Subrogation	185
-----	-------------------	-----

6.5	Fin de l'obligation de représentation.....	189
-----	--	-----

6.5.1	Obligations de représentation à l'égard des salariés qui cessent d'être membres de l'unité accréditée.....	189
-------	---	-----

6.5.2	Révocation.....	193
-------	-----------------	-----

6.5.3	Dissolution de l'association de salariés.....	193
-------	---	-----





CHAPITRE 7

Discussion..... 195

7.1 Pour une réforme du devoir de représentation 195

 7.1.1 Pour une révision du processus de plaintes 196

 7.1.2 Pour une révision des normes de prohibition 200

7.2 Aspects déontologiques..... 202

CONCLUSION 207

TABLE DE LA JURISPRUDENCE CITÉE 209

INDEX ANALYTIQUE 239

